



PROCES VERBAL
de la séance du 22 février 2022

Membres	Membres en exercice	Membres présents	Dont titulaires	Dont suppléants
155	155	72	59	13

Etaient présents :

Membres du Bureau :

Président	WEBER	Jean-Paul	4ème Vic- Président	ZORDAN	Jean
1ère Vice-Présidente	SCHNEIDER	Brigitte	1ère Assesseur	RENNIE	Madeleine
2ème Vice-Président	MOUGIN	Christian	9ème Assesseur	MENEGOZ	Michel
3ème Vice-Présidente	KIEFFER	Nadège			

Délégués titulaires :

ALGRANGE	BONIFAZZI	Guy	LAUNSTROFF	RICCI	Françoise
ANGEVILLERS	KAISER	Jean-Baptiste	LUTTANGE	DANIS	Marc
ANZELING	HOVASSE	Alain	MALLING	CARREIA	Manuel
AUDUN-LE-TICHE	BLASI-TOCCACCELI	Gilles	MANDEREN-RITZING	KICHENBRAND	Jacqueline
AUDUN-LE-TICHE	FELICI	René	MANOM	SANSALONE	Carmelo
AUDUN-LE-TICHE	PRASSEL	Gilles	MONDELANGE	FRITZ	Alain
BASSE-HAM	GHAMO	Fernando	MONNEREN	SCHNEIDER	Paul
BERTRANGE	SIEBENALER	Claude	MOYEUVE-GRANDE	LACAVA	Salvatore
BOUZONVILLE	GLODEN	Roland	NEUFCHÉF	MAISONNEUVE	Patrick
BRETTNACH	CHAMPLON	Annette	NILVANGE	DELLA NAVE	André
BUDING	SCHLINCKER	Bernard	NILVANGE	GULINO	Georges
ELZANGE	LAUER	Jean-Paul	OTTANGE	GAVAZZI	Angel
FAMECK	EBERHART	Pascal	OTTANGE	BERTONI	Gilles
FAMECK	RODRIGUES	Denis	REMELING	GALGON	Mathieu
FILSTROFF	KASTENDEUCH	Muriel	RETTTEL	VERCELLINO	Bruno
FLORANGE	MICHEL	Stéphane	ROSSELANGE	VISCERA	Joseph
FLORANGE	NICOLAS	Patrick	ROSSELANGE	WEILER	Jean-Paul
FLORANGE	RIO	Thierry	RURANGE-LES-THIONVILLE	BALTAZAR	Robert
FONTOY	DUVAL	Laurent	RUSTROFF	JUNGER	Claude
GUENANGE	BERTOLOTI	Michael	SAINT-FRANCOIS-LACROIX	ZIMMER	Christophe
HUNTING	FOUSSE	Louis	SCHWERDORFF	MARCAND	Serge
INGLANGE	HARTZ	Bertrand	SEREMANGE-ERZANGE	OSTER	Alain
KEDANGE-SUR-CANNER	KIEFFER	Jean	TERVILLE	ACKERMANN	Raymond
KERLING-LES-SIERCK	HOCHARD	Guy	THIONVILLE	STARCK	Cathy
KLANG	IACUZZO	Dominique	VITRY-SUR-ORNE	GOBBI	Anthony
KNUTANGE	CORAZZA	Jean-Luc	WALDWEISTROFF	PIGNON	Bernard
KUNTZIG	BECKER	Patrick			

Délégués suppléants :

FLORANGE	FERRIER	Roland	NEUNKIRCHEN-LES-BOUZONVILLE	BERGANTZ	Damien
GUERSTLING	GOUJON	Jean-Baptiste	REMELFANG	HARTER	Michel
HOLLING	BORSI	Marc-Olivier	TERVILLE	BIER	Philippe
KIRSCHNAUMEN	BURAI	Jonathan	THIONVILLE	ZANONI	Christiane
MERSCHWEILLER	WEHR	Denis	TRESSANGE	WAGNER	Pierre
MONDELANGE	TRIVELLATO	Daniel	WALDWISSE	RICHARD	Jean-Claude
MONTENACH	PETIT	Richard			

Sont excusés et ont donné procuration : STEICHEN Christian à EBERHART Pascal ; GAILLOT J. Luc à SANSALONE Carmelo ; BALTZLI J. Luc à BALTAZAR Norbert ; THIL Carol à SCHNEIDER Brigitte ; GANDECKI Claude à STARCK Cathy .

Sont excusés : CHABANE Armel ; DESANTIS Nicolas ; FRASCHINI Patrick ; WACHOWIAK Yann ; QUEUNIEZ J. Luc ; SICHET Frédéric ; BERARDI Robert ; MELEO Guy

Assistaient en outre : ROUSTAN Philippe ; FELLY Liliane ; TOMAZ Lionel ; VIEUSANGE Bernadette ; RIMETZ Danie

Les délégués présents ont signé au registre des délibérations. Les délibérations concernant les points examinés lors de cette séance ont été publiées le 26 février 2022 ; les autres conditions éventuellement nécessaires au caractère exécutoire de ces actes étant conformes aux dispositions législatives en vigueur (Loi Municipale Locale du 6 juin 1895 et Lois des 2 mars et 22 juillet 1982).

Monsieur le Président ouvre la séance à 18 H 15 et passe directement à l'ordre du jour.

1) Compte Administratif 2021 :

Le compte administratif 2021 est présenté avant le budget primitif 2022 de manière à permettre la reprise immédiate des résultats antérieurs.

En section d'investissement, les dépenses ont été réalisées à hauteur de 1.195.407,20 euros et les recettes à hauteur de 1.193.020,00 euros. Il en résulte un solde annuel déficitaire de -2.387,20 euros et un solde cumulé excédentaire de 41.653,20 euros. Ces chiffres s'expliquent en grande partie par la comptabilisation des subventions versées aux communes en dépenses d'investissement. Celles-ci représentent en effet 685.266,00 euros pour ce qui concerne la redevance R2 et 507.605,00 euros pour les subventions d'équipement (versement article 8, complément sur fonds propres versé par le syndicat et subventions exceptionnelles pour l'acquisition de véhicules électriques, la protection lumineuse des passages piétons, etc).

En section de fonctionnement, les dépenses se sont élevées à 1.471.807,87 euros et les recettes à 1.605.843,72 euros, d'où un solde excédentaire de 134.035,85 euros, qui porte l'excédent cumulé à 582.829,19 euros. L'importance des recettes et dépenses de fonctionnement s'explique essentiellement par l'encaissement des redevances versées par le concessionnaire en recettes de fonctionnement (1.424.408,98 euros) et par l'amortissement des subventions versées aux communes (1.192.871,00 euros en dépenses).

Ces soldes comptables sont également impactés par les nouveautés suivantes :

- Encaissement de la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité (181.281,06 euros) à la place des communes de moins de 2000 habitants (avec report du versement de 95% en 2022),
- Non paiement des travaux d'effacement relevant de l'article 8 2021 pour les communes relevant du nouveau régime (facturation en cours, traitée sur 2022),
- Non encaissement des quotes-parts communales pour ces mêmes travaux, reportées également en 2022
- Réalisation d'une provision pour risques et charges de 170.000,00 euros.

M. le Président appelle le Comité à se prononcer sur ce compte administratif, ainsi que sur le compte de gestion du Trésorier Municipal, dont le montant des titres à recouvrer et des mandats est conforme aux écritures de la comptabilité administrative.

Après délibération, le Comité, hors présence du Président, adopte à l'unanimité le compte administratif 2021 et le compte de gestion du Receveur Municipal dont les écritures, annexées au présent rapport, concordent.

2) Affectation de résultat :

La mise en œuvre de l'instruction comptable M14, oblige les collectivités locales à se prononcer sur l'affectation du résultat de l'exercice qui s'achève, avant la reprise de celui-ci dans le document budgétaire de l'exercice suivant.

La section de fonctionnement s'est soldée en 2021 par un excédent de 134.035,85 euros. Celui-ci, ajouté à l'excédent antérieur reporté, conduit à un résultat cumulé excédentaire de :

$$134.035,85 + 448.793,34 = 582.829,19 \text{ euros}$$

La section d'investissement s'est soldée en 2021 par un déficit de 2.387,20 euros qui, ajouté à l'excédent antérieur reporté, conduit à un solde cumulé excédentaire de :

$$-2.387,20 + 44.040,40 = 41.653,20 \text{ euros}$$

Les soldes antérieurs cumulés de chacune des sections étant excédentaires, il est proposé au comité syndical de ne pas procéder à l'affectation en section d'investissement de ressources provenant de la section de fonctionnement. Les soldes cumulés de chaque section seront ainsi inscrits respectivement en recettes du compte 002 résultat de fonctionnement reporté pour 582.829,19 euros et en recettes du compte 001 résultat d'investissement reporté pour 41.653,20 euros.

M. le Président appelle le Comité à se prononcer sur cette proposition.

Le Comité syndical, après délibération, décide à l'unanimité ne pas procéder à l'affectation en section d'investissement de ressources provenant de la section de fonctionnement. Les soldes cumulés de chaque section seront ainsi inscrits respectivement en recettes du compte 002 résultat de fonctionnement reporté pour 582 829,19 euros et en recettes du compte 001 résultat d'investissement reporté pour 41 653.23 euros.

3) Budget Primitif 2022 :

Le Budget primitif de l'exercice 2022 s'équilibre à hauteur de 2.210.657,19 euros en section de fonctionnement et de 3.100.072,00 euros en section d'investissement.

Il est entièrement financé par les redevances versées par le concessionnaire, sans aucune contribution des communes membres.

La section d'investissement est en augmentation sensible du fait de la comptabilisation d'un nombre important d'opérations d'effacement de réseaux, menées selon les règles du nouveau contrat de concession. Ces chantiers apparaissent désormais à hauteur du coût total des travaux, payé par le syndicat à ENEDIS, et non plus en tant que subventions versées aux communes.

La section est financée principalement grâce aux recettes provenant de l'amortissement des subventions versées, du résultat antérieur reporté et pour la première fois, de l'enregistrement de la subvention article 8 de 400.000 euros en section d'investissement. Une nouvelle recette importante d'investissement apparaît désormais au travers de la participation versée par les communes, correspondant à leur quote-part des travaux réalisés.

Une subvention d'équipement de 255.754 euros est prévue pour garantir un taux de 30% aux opérations d'effacement, qu'il s'agisse des opérations en cours relevant encore de l'ancien régime (maîtrise d'ouvrage communale) ou des opérations sous maîtrise d'ouvrage déléguée à ENEDIS.

La section de fonctionnement doit son importance aux subventions encaissées auprès du concessionnaire. Celles-ci permettent de financer les dotations aux amortissements liées aux subventions versées aux communes. L'exercice 2022 affiche pour la première fois les écritures complètes relatives à la TCCFE et à son reversement aux communes de moins de 2000 habitants, à hauteur de 95 % (articles 7351 pour l'encaissement et 7398 et 657348 pour le reversement).

La redevance R1 est augmentée à hauteur de 208.000 euros.

La redevance R2 est prévue en dépenses et recettes pour des montants supérieurs, par prudence, à ceux connus à ce jour, compte tenu des aléas qui subsistent encore quant au montant définitif de la subvention.

Malgré le nombre important d'opérations d'effacement recensées, il n'est pas nécessaire de faire appel aux provisions réalisées en 2019 et 2021, pour un montant total de 370.000 euros. Celles-ci resteront donc disponibles pour les années à venir.

M. le Président invite le Comité syndical à :

- se prononcer sur le budget 2022, dont le détail est annexé au rapport,
- décider le versement aux communes de subventions complémentaires d'équipement d'un montant maximum de 255.754 euros, selon les modalités que le comité syndical définira.

Le Comité syndical après délibération adopte à l'unanimité le budget 2022 (dont le détail est annexé au rapport) et décide le versement aux communes de subventions d'équipement d'un montant maximum de 255.754 euros, selon les modalités que le comité syndical définira.

4) Schéma directeur de développement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

M. le Président cède la parole à Mme KIEFFER Nadège, 3ème Vice-Présidente pour présenter ce point.

Le syndicat n'ayant pas la compétence, ni les moyens, pour porter seul le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques, a fait le choix de faire réaliser une étude dont la finalité est d'arrêter un schéma directeur de développement.

Considérant que l'article R. 353-5-7 du Code de l'énergie permet à plusieurs communes ou établissements publics compétents pour réaliser un schéma directeur de s'associer afin de réaliser un unique schéma directeur dès lors que leurs territoires sont adjacents. Le schéma directeur est alors soumis pour avis, le cas échéant, à chacun des préfets concernés, et pour adoption à chacun des organes délibérants de ces collectivités territoriales ou établissements publics.

Ce schéma directeur est présenté en annexe de ce rapport. Il aura pour rôle essentiel de coordonner les interventions des autorités compétentes en la matière (communes ou parfois EPCI après transfert de compétence). Cette coordination est rendue indispensable par les différents partenaires qui interviennent en soutien sous la forme du versement d'aides financières (Etat, Région, ENEDIS, ...).

Ce schéma financé par le SISCODIPE a vocation à être mis gracieusement à disposition des communes (et EPCI compétents) pour leur permettre de solliciter des subventions. C'est pourquoi un projet de convention (annexé au présent rapport) est proposé pour traduire les engagements des parties.

M. le Président appelle ensuite le comité syndical à :

- faire siennes les conclusions du rapport de préconisations du bureau d'étude,
- adopter le schéma directeur de déploiement des infrastructures de recharge proposé
- autoriser le président à signer une convention, selon les termes indiqués, avec chacune des communes membres (ou EPCI compétents) intéressés.

Après délibération, le Comité, amende les conclusions du rapport de préconisation du bureau d'étude, adopte le schéma directeur de déploiements des infrastructures de recharge proposée et autorise le Président à signer une convention, selon les termes indiquées avec chacune des communes membres ou EPCI intéressés

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Président lève la Séance à 19 H 30.

Pour extrait conforme
THIONVILLE, le 22 février

Fait et délibéré en séance
Suivent les signatures

Le Président
Jean-Paul WEBER

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. P. Weber', with a stylized flourish at the end.